

Sous la pression de Ford, First Aquitaine Industries ferme le robinet

Le 20 septembre 2010

► [Quotidien des Usines](#), [Aquitaine](#), [Automobile](#)

Explications de texte ce lundi matin 20 septembre, à l'attention des membres du comité d'entreprises de FAI (First Aquitaine Industries), qui n'avaient pas été informés de l'action engagée par le constructeur Ford à l'encontre de FAI.

Jeudi dernier, le tribunal de commerce de Bordeaux rendait une ordonnance de référé, interdisant désormais à FAI de prêter de l'argent à la Holding HZ et à sa filiale française Ascoforge-Safe, implantée en Lorraine.

Pour bien comprendre le déroulé de ce dossier, il faut rappeler que le constructeur américain Ford a cédé son unité girondine tournée vers la fabrication de transmissions automatiques, à Blanquefort (Gironde), en février 2009 à la holding allemande HZ, associée à l'équipementier Hay.

Bon prince, Ford s'engage à se fournir en transmissions jusqu'à fin 2011 auprès de l'unité girondine. De même, il met à disposition une enveloppe de 80 millions d'euros afin que FAI puisse s'engager dans la voie de la diversification.

Le 29 avril dernier, un CE extraordinaire, évoquait la filialisation par FAI, d'Ascoforge-Safe, à Hagondange, spécialisée dans les pièces forgées à chaud, que détient HZ. Autant dire que les membres du CE de FAI n'étaient pas très partants pour cette filialisation, qui à leur sens plaçait leur entreprise en pourvoyeur de fonds d'une PME mal en point.

Des prêts d'un montant de 5 millions d'euros en faveur de Safe ont été consentis, sans qu'ils aient été aujourd'hui remboursés.

Face à un conseil de surveillance de FAI, qui réunit représentants de Ford et de HZ, aux vues divergentes, le constructeur américain a dit stop, en attaquant FAI devant le tribunal de commerce de Bordeaux, pour mettre un terme aux transferts de fonds.

Pendant ce temps, dans l'usine de Blanquefort qui emploie 1 500 salariés, certains préparent la mobilisation. Une grande manifestation est prévue lors du prochain « Mondial de l'Automobile » qui se tiendra à Paris, du 2 au 17 octobre prochain.

Sauf que les avis divergent. « Nous sommes contre cette mobilisation au Mondial de l'Automobile, le 2 octobre prochain. On ne peut pas demander que Ford s'engage dans la reprise du site et en même temps manifester devant son stand. C'est se tirer une balle dans le pied » explique Jean-Michel Caille, délégué syndical CFE/CGC.

Certains élus locaux, eux, approuvent la mobilisation. « Je participerai à la marche des salariés au salon de l'automobile », annonce Joan Taris, conseiller régional d'aquitaine, conseiller municipal de Blanquefort et président du Modem Gironde, « Il faut se battre, non pas pour obtenir des compensations périphériques à une fermeture du site, mais pour le maintien de celui-ci, sa consolidation et sa diversification, conformément aux engagements pris lors de la reprise. C'est la seule ligne de conduite possible ! ».

Reste qu'il faut financer le voyage. Le CE de FAI a été sollicité à hauteur de 40 %. Un vote négatif. Il ne s'agit pas là d'une action sociale.

De notre correspondante en Aquitaine, Colette Goinère

L'édition 2009-2010 de « L'ATLAS DES USINES » est disponible. Ce hors-série annuel de « L'Usine Nouvelle » propose le classement de 3 753 sites de production de plus de 80 salariés implantés en France. Vous pouvez déjà le commander à notre librairie en ligne en cliquant [ici](#).